

*Le G77 et la Chine revendiquent
le droit au développement avant
le Sommet du Futur*

Image not found or type unknown

Nations Unies, Sep 21 (RHC) Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a réaffirmé aujourd'hui la nécessité de garantir la reconnaissance du droit au développement pour les pays du Sud sur la voie du Sommet du Futur, prévu pour 2024.

S'exprimant lors de la réunion préparatoire à cet événement organisée par l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre des Affaires étrangères a insisté sur le droit des États du Sud, regroupés au sein du G77 et de la Chine, de vivre à l'abri de la faim et de la pauvreté en tant que priorité.

Le chemin vers ce noble objectif est indiscutablement lié à la modification de l'ordre international actuel, injuste et excluant, a souligné le chef de la diplomatie cubaine.

Rodríguez a rappelé les effets des déséquilibres existants qui se multiplient dans les pays sanctionnés par l'application arbitraire de mesures coercitives unilatérales.

Ces dispositions affectent un groupe important de nations du bloc, présidé cette année par le pays caribéen.

"Quelle que soit l'issue du Sommet du Futur, celui-ci devra appeler les États à s'abstenir de promulguer et d'appliquer des mesures économiques, financières et unilatérales non conformes au droit international et à la Charte (des Nations Unies) qui entravent le plein développement économique et social, en particulier des pays en voie de développement", a-t-il ajouté.

L'événement, organisé par les Nations unies, vise à améliorer la coopération sur les défis critiques et à remédier aux lacunes de la gouvernance mondiale.

Il vise également à réaffirmer les engagements existants, y compris l'Agenda 2030 et la Charte des Nations unies, et à s'orienter vers un système multilatéral revitalisé qui peut avoir un impact positif sur la vie des gens.

À cet égard, le ministre cubain des Affaires étrangères a averti que le Pacte pour l'avenir, un document issu de la réunion, doit être établi par le biais de négociations intergouvernementales ouvertes, transparentes et inclusives, en tenant compte des points de vue de tous les États membres et groupes de pays.

"Nous appelons toutes les délégations à s'engager dans toutes les négociations de manière constructive et à éviter les pratiques déloyales, encouragées par certains États membres qui cherchent à imposer une sorte de veto aux autres sur des questions importantes", a-t-il rejeté.

Sur certains de ces sujets, il n'est même pas acceptable de négocier, a-t-il déclaré, alors qu'ils devraient être inclus dans le pacte au titre des responsabilités.

Le sommet devrait servir de plate-forme pour accélérer la réforme du système multilatéral afin de progresser vers un monde plus juste, plus équitable, plus uni et plus durable sur la voie du développement et de la prospérité pour tous les pays, conformément à la Charte des Nations unies, a-t-il souligné. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/334689-le-g77-et-la-chine-revendiquent-le-droit-au-developpement-avant-le-sommet-du-futur>



Radio Habana Cuba